

20240506 France3-Régions

<https://france3-regions.francetvinfo.fr/auvergne-rhone-alpes/rhone/lyon/temoignages-on-est-epuises-femmes-et-enfants-evacues-d-un-gymnase-a-lyon-le-difficile-retour-a-la-rue-2965313.html>

"On est épuisés", femmes et enfants évacués d'un gymnase à Lyon : le difficile retour à la rue



[Ces deux enfants ont dormi à Vénissieux sous une tente puis à la Part Dieu à Lyon "car il pleuvait trop" raconte Jayyed, 10 ans en tenant la main de sa petite soeur • © France TV](#)

Publié le 06/05/2024 à 06h00

Écrit par [Alexandra Marie Ertiani](#), [Yaëlle Marie](#) et [Laure Crozat](#)

Quelque 170 femmes et enfants sans solution d'hébergement ont été repoussés d'un gymnase par la police à Lyon, après avoir tenté de l'occuper. De retour dans la rue, elles racontent l'impossibilité pour elles et les enfants de trouver du répit.

Un collectif d'associations a décidé vendredi après-midi d'occuper un gymnase dans le 8e arrondissement de Lyon. L'objectif annoncé par le collectifs d'associations mobilisé était de "mettre à l'abri environ 170 femmes et enfants pour dénoncer le manque d'hébergement d'urgence". Dans la soirée de vendredi, à la demande de la mairie, policiers nationaux et municipaux sont intervenus et ont fait sortir les femmes et les enfants aux alentours de 23h.

Jayyed, 10ans, était sur place avec sa mère et ses deux sœurs de 21 mois et 3 ans. "J'ai eu peur" raconte-t-il. "Les policiers ils faisaient peur, ils étaient beaucoup, ça m'a inquiété moi je pleurai avec ma maman, on était vraiment désespérés".

"C'était quoi l'objectif de la police ? De nous faire peur ? En nous mettant dehors à minuit ? C'était violent pour les enfants de voir des hommes armés nous mettre à la rue en pleine nuit", interroge Angela, qui comme Jayyed dort dehors.

"Je suis allé à Vénissieux avec mes sœurs et ma mère et puis comme il a beaucoup plu on s'est réfugiés à la Part Dieu" raconte le petit garçon scolarisé en CM2. "Je comprends pas le courage que j'ai d'aller à l'école" conclut-il d'une voix quasi adulte, "je comprends pas".

Les explications de la mairie de Lyon

Si la mairie de Lyon comprend l'émoi et le choc suscité par cette décision, le maire du 8e arrondissement, **Olivier Berzane**, explique pourquoi il était demandeur de cette évacuation :

"j'assume en toute conscience car à l'automne j'ai mis ce même gymnase à disposition pendant plusieurs mois à des mineurs isolés et je viens d'accepter une nouvelle réquisition d'un autre gymnase. La ville de Lyon fait énormément de choses pour les mises à l'abri, mais la bonne manière de procéder c'est de se parler, pas de forcer les portes pour nous mettre devant le fait accompli un vendredi soir à 19h. Les collectifs vont de nouveau être reçus, il va falloir recenser les personnes qui en ont besoin", tempère-t-il.

Pour **Juliette Murtin** du collectif solidarité femmes à la rue, *"il y a justement besoin d'actions de ce type pour que les pouvoirs publics prennent conscience des réalités et réagissent. Si on ne fait pas ça, il ne se passe rien. Les pouvoirs publics connaissent la situation donc il faut les pousser un peu ! Chaque fois qu'on a obtenu des hébergements c'était après des occupations de ce type"* estime-t-elle.

Réponse du maire du 8e arrondissement : *"ce n'est pas en occupant des gymnases que nous allons régler la question du sans-abrisme à Lyon"*.



Le vendredi 3 avril aux alentours de 23 heures, 70 enfants et une centaine de femmes se sont retrouvés dehors. Le collectif avait tenté de s'installer pour la nuit dans un gymnase à Lyon sans autorisation. • © ANTOINE BOUREAU / HANS LUCAS

"J'ai peur de me faire violer"

Des querelles quant à l'action à mener et sur le terrain des situations qui perdurent. Autour de Perrache en centre-ville de Lyon, la gare et ses voyageurs ne sont que la partie émergée d'un grand iceberg. Sur cette banquise de béton, Angela avance prudemment et tient à s'assurer que personne ne pourra reconnaître les lieux sur nos photos ou nos vidéos. *"On ne veut pas vous montrer l'endroit, on a trop peur d'avoir des problèmes, et de se faire encore évacuer"*. Angela et son amie, Brigitte (NDLR : toutes les deux ont choisi des noms d'emprunt) étaient parmi les 168 personnes mises à la rue en pleine nuit après leur tentative d'occupation du gymnase Dargent. Elles sont revenues à cet endroit suffisamment cachées pour ne pas trop s'exposer aux dangers.

"J'ai peur de me faire violer, alors on ne dort pas" explique Angela très vite. *"On s'est fait voler notre tente donc on dort comme ça par terre. Être femme et vivre dans pareilles conditions, c'est très compliqué, je n'ai nulle part où me laver quand j'ai mes menstruations par exemple, comment je peux faire ?"*. La fatigue et le sentiment d'humiliation reviennent sans cesse dans leurs mots. *"Le soir on se réveille et on urine là, on n'a pas le choix. Vous sentez l'odeur ?"* interroge-t-elle.

Les trams pour dormir

"Quand on se réveille le matin on est épuisés" ajoute Brigitte. "Quand on n'a pas de logement, on ne vit pas. On nous donne des médicaments quand on va à l'hôpital, du Lexomil, pour qu'on puisse dormir. On dort dans les trams jusqu'au terminus, ou on prend le bus. La dernière fois on est allées jusqu'à l'aéroport, puis on est revenues pour pouvoir dormir".

"On vient ici, pas comme esclave, affirme une autre exilée venue du Congo Brazzaville, en attente de régularisation. Elle n'ose pas en parler mais finit par admettre que, comme d'autres, elle parvient à accomplir des missions non déclarées, des petits boulots ou des postes chez des particuliers, pour de l'aide à la personne.



Lorsqu'elles vivent dans la rue, les femmes font tout pour devenir invisibles afin d'éviter les dangers • © France TV

Ce type de situation n'est pas isolé comme a pu le constater Juliette Murtin. En juin 2023, elle a proposé des réunions de solidarité entre femmes car *"les femmes à la rue, on ne les voit pas, on ne les entend pas"*. Elles le reconnaissent, elles se rendent invisibles et font tout pour passer inaperçues, si bien que même les associations ont du mal à les rencontrer. Occuper des lieux, au-delà de l'urgence et de la mise à l'abri revient donc à les rassembler afin de faire prendre conscience de leur nombre et de leur présence sur le territoire. On en revient donc aux querelles sur les méthodes à employer pour répondre à leurs besoins essentiels.

"Ce qui est désastreux, c'est la situation de crise et le fait qu'il faille se substituer à l'Etat" estime la cofondatrice du collectif Solidarité femmes à la rue.

Sur ce point, la municipalité et les associations tiennent le même discours. La Ville de Lyon appelle les services de l'État à "assumer leurs compétences". *"La préfète avait annoncé en début d'année la création de 300 places d'hébergement d'urgence, on n'en a pas vu la couleur"*, a déploré Sandrine Runel adjointe aux solidarités et à l'inclusion sociale à la ville de Lyon. La préfecture de son côté, dément et assure que ces places ont bien été ouvertes, ajoutant que chaque jour, l'Etat finance 8000 places d'hébergement dans le Rhône. Selon les chiffres officiels, le département compterait 24.000 places d'hébergement, un chiffre qui a été multiplié par deux en moins de dix ans.